

L'Envol des Cigognes



La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

L'EDITORIAL

D'Elisabeth Muller,

Membre du bureau du Grdr et coordinatrice de la publication



23 avril 2017... Premier tour des élections présidentielles en France, enjeu décisif pour la France et pour l'Europe. C'est l'occasion de s'interroger sur les programmes des candidats. Mais quelle place dans les débats pour la solidarité, aussi bien en France qu'à l'international ? Pour les exclus ici et là-bas ? Nous ne pouvons que nous désoler de l'absence de ces thèmes qui nous sont chers dans les discours dont nous sommes abreuvés. Seule la question des migrants trouve place dans la campagne avec une approche trop souvent négative : un danger plus qu'une chance !

En attendant avec impatience et une certaine inquiétude les résultats de ce scrutin, nous faisons un point, à l'occasion de ce cinquième numéro, sur la politique éditoriale de l'Envol des Cigognes. Comme vous le savez, une petite équipe d'administrateurs s'est mobilisée pour parler aux adhérents, sympathisants et salariés des programmes du Grdr, mais surtout pour livrer des repères, des éléments de réflexion, poser des questions et des débats, casser les idées reçues, autour de l'action du Grdr, dans un langage compréhensible par tous. Chaque numéro illustre un thème (les jeunes, migration et développement, l'entrepreneuriat, les frontières, aujourd'hui les villes...). Cette lettre est diffusée par internet, mais aussi sous forme papier pour les adhérents d'Afrique qui sont de plus en plus nombreux et n'ont pas encore toujours tous un accès facile à internet.

A ce stade, les retours que nous avons sont très encourageants et nous souhaitons poursuivre dans cette voie et même en élargir la diffusion. Nous invitons ceux qui voudraient contribuer au succès de cette publication, par la rédaction occasionnelle d'un article (portrait, contexte, article de fond, références bibliographiques.....) ou même devenir membres permanents du comité de rédaction à se manifester. Nous serons heureux de les accueillir afin d'enrichir notre réflexion. Faites-vous connaître par courrier électronique à grdr@grdr.org.

Avec vous, que volent les cigognes ! ♦

Les échos de la vie associative

Le dernier Conseil d'Administration, a officialisé la création d'un nouveau COS en Guinée Bissau, à Canchungo et approuvé l'adhésion à l'association de ses quinze membres. Ceci témoigne une fois de plus de la grande vitalité de la vie associative en Afrique

Le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement est une association internationale de solidarité (article premier de ses statuts) et non une association de développement internationale.

En effet, en Afrique de l'Ouest comme en France, des femmes et des hommes, étudiants, agriculteurs, migrants, chercheurs, jeunes actifs, retraités ou personnes simplement concernées par la relation « migration, citoyenneté et développement » se mobilisent aux côtés du Grdr, pour apporter leur soutien, donner de leur temps et proposer leurs compétences bénévolement. Ils constituent la base associative du Grdr.

Au niveau des territoires d'action du Grdr, celle-ci est animée par les Conseils d'orientation et de suivi (COS). Le mandat des COS est défini dans un texte commun, [le Cadre de référence des COS](#).

Les COS regroupent des membres de l'association et assurent cinq missions permanentes au niveau des territoires :

- Appui conseil à la cellule ou antenne dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions ainsi que dans l'accompagnement et la mobilisation des acteurs locaux,
- Participation au renforcement et à l'animation de la base associative du Grdr,
- Médiation et facilitation entre les équipes du Grdr et les autorités locales et administratives,
- Contribution aux actions de communication et plaidoyer destinées à renforcer l'efficacité et la visibilité de l'action du Grdr,
- Rôle d'alerte voire de médiation en cas de difficulté dans une équipe locale.

Ceux-ci se trouvent aujourd'hui à Bakel et Ziguinchor au Sénégal, Kaédi et Selibaby en Mauritanie, Kayes au Mali et Lille en France et maintenant en Guinée Bissau à Canchungo. ♦

AVANT-PROPOS

Ce numéro a pour thème les villes africaines et plus particulièrement le rôle que le Grdr y joue. Patrick Gomes nous parle (page 3) du contexte général de l'action dans les pays. Le président, Francis Monthé s'interroge (page 4) dans l'article « Villes sahéliennes, villes d'Afrique » sur les défis de la croissance urbaine et explique les raisons d'une orientation des actions du Grdr vers les villes moyennes ou grandes. A travers deux exemples de projets, Elisabeth Muller nous présente (page 9) la réhabilitation de l'habitat à Canchungo en Guinée Bissau tandis que Mathilde Chassot décrit (page 11) l'action dans les cantines scolaires de Dakar. En France, Patrick Gomes nous parle (page 14) de l'action du Grdr pour faire reconnaître les engagements citoyens des migrants, loin des clichés habituels. Elisabeth Muller nous propose (page 16) d'aller plus loin dans la réflexion sur les villes d'Afrique à travers des publications, un site ou des cours en ligne accessibles à tous. ♦

LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

Par **Patrick Gomes**,

Membre du conseil d'administration, Toulouse

- **Au Sénégal**, les relations diplomatiques avec la **Gambie** se sont renforcées. Le nouveau Président de la Gambie, M. Adama Barrow, a confirmé son accord pour la construction d'un pont entre les deux pays. Ceci pourrait avoir un impact positif pour la Gambie, la Casamance et au-delà pour la coopération transfrontalière allant jusqu'au nord de la Guinée-Bissau. Cela renforcerait l'approche du pôle littoral du Grdr qui a placé ce sujet au cœur de son plan d'action stratégique.



Le camp de Mberra en Mauritanie, © irrinnews.org

- **En Guinée-Bissau**, outre la **complexité de la situation politique**, le Conseil des ministres a pris la décision d'exclure les opérateurs économiques étrangers de la campagne de **commercialisation de noix de cajou** dans le but de préserver les intérêts des commerçants nationaux. Le FMI aurait recommandé au Gouvernement de revenir sur cette décision. Par ailleurs, la Guinée-Bissau et le **Congo-Brazzaville** ont signé des accords de coopération dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et du pétrole.

- **Au Mali**, des **élections locales** sont prévues les 28 mai (Cercles) et 9 juillet (Régions) ainsi qu'un référendum sur les modifications constitutionnelles qu'impliquent les accords de paix d'Alger. La **situation sécuritaire dans le centre et le nord** du pays reste toujours aussi difficile. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés estime que **70 000 Maliens vivent réfugiés dans le camp de Mberra** près de Bassikonou au sud-est de la Mauritanie.

- **En Mauritanie**, malgré de nombreuses oppositions, le Président semble avoir pris la décision de soumettre à un référendum la révision de la constitution portant sur la suppression du Sénat et la création de Conseils Régionaux. Dans le Gorgol, le Forum des Organisations Nationales des Droits Humains a mis en place deux comités communaux de suivi et de veille sur l'accaparement des terres. L'objectif est de coordonner les efforts pour protéger les droits de propriété des paysans locaux. La grande campagne rizicole n'a pas pu avoir lieu dans certains secteurs de cette région.

- **Au Maghreb et plus particulièrement en Algérie où le Grdr étend désormais ses activités**, l'Union Européenne souhaiterait ouvrir les négociations en vue du renouvellement des **accords de coopération**. L'Algérie est considérée par l'Union Européenne comme l'un des pays nécessitant une « attention spéciale » pour réduire les flux migratoires. En contrepartie de « *mesures incitatives* », notamment sur l'aide au développement et des accords commerciaux, l'Europe souhaite obtenir des pays ciblés qu'ils empêchent les migrants d'atteindre ses côtes et qu'ils acceptent d'accueillir les expulsés.

- **Au niveau européen**, après un peu plus d'un an de mise en œuvre du **Fonds Fiduciaire d'Urgence** (« en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique »), c'est l'heure d'un premier bilan. Face à certains pays « *bons élèves* » comme le Niger, l'Ethiopie ou le Sénégal qui ont pu bénéficier de fonds importants (130 millions d'Euros pour le Sénégal), l'Union Africaine, soutenue par des pays comme le Nigéria et l'Egypte, ont dénoncé la méthode. Il est notamment critiqué le fait que les premiers bénéficiaires réels de ce fonds sont les agences de développement des différents pays européens.

- **En France, l'élection présidentielle approche et la société civile se mobilise de plus en plus pour interpeler les candidats**. Coordination Sud a lancé une campagne visant à repositionner les questions liées à l'aide publique au développement (APD) dans le débat. Pour rappel la France n'y consacre que 0,36% de son Revenu National Brut dont moins de 2% sont destinés aux actions portées par la Société civile du secteur non marchand, alors que la Grande-Bretagne a inscrit en mars 2015 dans la loi le fameux 0,7% d'APD validé par l'ONU en octobre 1970... ♦

VILLES SAHELIENNES, VILLES D'AFRIQUE

LES DEFIS DE LA CROISSANCE URBAINE & LES DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT

Par Francis Monthé,
Président du Grdr



Le marché de petit bétail d'El Mina à Nouakchott en Mauritanie © Jeff Russel

L'Afrique est la région du monde où l'urbanisation est la plus rapide et l'Afrique subsaharienne devance toutes les autres régions du monde sur le plan de la croissance de la population urbaine.

La croissance urbaine est d'une ampleur considérable en Afrique et c'est un phénomène irréversible, inachevé, inéluctable ; la part de la population urbaine dans la population africaine totale est passée de 14,4 % en 1950 à 39,6 % en 2011 et devrait atteindre 47,7 % en 2030, ce qui reste très modeste en comparaison des taux d'urbanisation des pays d'Europe, d'Amérique, d'Océanie ou d'Extrême-Orient qui se situent entre 80 et 90 %. En 2025, 600 millions d'Africains seront des citadins et on estime que les agglomérations africaines accueilleront 450 millions de personnes supplémentaires entre les années 2010 et 2040. A titre de comparaison, l'Afrique vit en un temps très court un processus que l'Europe a mis 2 ou 3 siècles

à réaliser et sa croissance urbaine actuelle est trois fois supérieure à celle que l'Europe a connue sous la révolution industrielle. **Cette croissance urbaine ne concerne pas que les grandes métropoles ou les énormes mégapoles comme Lagos ou le Caire, elle concerne aussi les petites villes et les villes intermédiaires**, dont les situations sont d'ailleurs très diverses. Cela signifie que la densification urbaine s'effectue à un double niveau, au niveau des villes elles-mêmes mais aussi à l'échelle territoriale par la densification des réseaux urbains : la distance moyenne séparant les agglomérations a été divisée par trois, passant de 111 km à 33 km (étude Africapolis¹), rendant les villes et leurs services plus accessibles dans leur zone d'influence. Le processus est cumulatif.

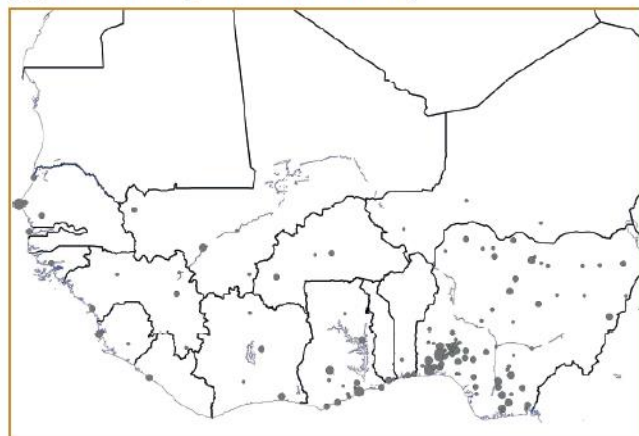
¹ « Dynamiques de l'urbanisation 1950-2020 – Approche géostatistique Afrique de l'Ouest », Paris, 2009. Elle était soutenue par l'Agence française de développement (Afd) et coordonnée par le Centre national de la recherche scientifique (CnrS) et l'université Paris Diderot. <http://www.afd.fr>

NIVEAU D'URBANISATION

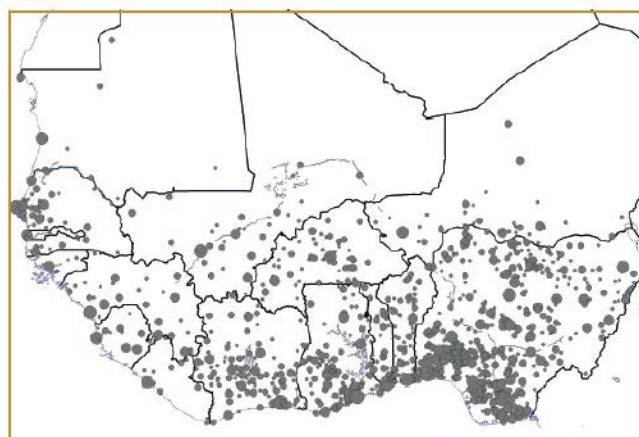
Etablies sur les mêmes bases, les données démographiques obtenues sont comparables d'un pays à un autre et elles intègrent l'Afrique de l'Ouest dans une base de données urbaines internationale (e-geopolis).

Evolution du niveau d'urbanisation selon l'étude Africapolis (agglomérations de plus de 10 000 habitants)

en 1950: 7,5 %
→ 125 agglomérations urbaines
→ population urbaine :
4 millions d'habitants



en 2000: 31 %
→ 992 agglomérations urbaines
→ population urbaine :
78 millions d'habitants



Source : Africapolis 2009 © Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), 2011

Désormais, en Afrique subsaharienne, la croissance urbaine s'autoalimente et il faut en finir avec l'idée reçue que la ville se développerait aux dépens des campagnes. L'accroissement naturel est devenu depuis les années 90 le principal moteur de peuplement urbain et il est complété par un exode interurbain qui profite aux villes les plus dynamiques. L'accroissement de la population reste donc positif dans des campagnes malgré l'exode rural. La croissance est la conséquence d'une fécondité extrêmement élevée (6 à 7 enfants par femme en âge de procréer²) et pratiquement stable dans des campagnes qui ne se vident pas et à une fécondité restée encore largement traditionnelle en milieu urbain (4 à 6 enfants par femme en âge de procréer). Aujourd'hui les villes d'Afrique de l'Ouest croissent davantage par accroissement naturel

interne que par des apports externes liés à la mobilité des hommes.

La ville commence à organiser la campagne à l'entour par le biais de réseaux urbains qui se structurent plus particulièrement à partir des régions côtières ou le long de grands axes de communication. Elle y diffuse des idées nouvelles, des techniques, des capitaux, des produits et des surplus, des possibilités de développement, ne serait-ce que par ce sont les campagnes périurbaines qui sont les mieux placées pour ravitailler les villes en produits frais et les nourrir (même si les produits importés s'intéressent depuis longtemps à ce marché qu'ils contrôlent dans une large proportion) ; ne serait-ce aussi que parce que ceux qui ont migré vers la ville gardent des liens de solidarité³ actifs

² Les femmes en âge de procréer sont celles de la classe d'âge comprise entre 15 à 49 ans selon les statistiques démographiques

³ Transferts directs en numéraire ou en nature (plats alimentaires) ou indirects (tutorat, hébergement, cérémonies).

avec leur famille, leur village, leur territoire d'origine, parfois y retournent temporairement en cas de crise ; ne serait-ce enfin que parce que les campagnes s'ouvrent de plus en plus sur le monde par la diffusion de moyens de communication tels que le téléphone, la télévision et l'internet. Les migrations, les échanges et les flux de toutes natures tissent des liens entre les villes et les campagnes qui structurent l'espace.

La ville s'inscrit *dans* son territoire ; elle y rayonne et constitue désormais un moteur essentiel du développement. Dans un tel contexte et travaillant sur les questions de migration, de citoyenneté et de développement, le Grdr se devait de s'intéresser de plus près aux questions urbaines et aux relations villes-campagnes.

Les villes d'Afrique de l'Ouest sont bien sûr contrastées, à la fois attractives et dynamiques, fragilisées et vulnérables. C'est aussi là que se situent les enjeux pour le Grdr.

La ville cumule les facteurs structurels d'attractivité. Elle est et restera attractive.

Le pouvoir attractif des villes est considérable. La ville, c'est le symbole mythique de la modernité, de la richesse, de la possibilité d'une autre vie, d'une vie meilleure ; c'est un lieu d'innovation, d'échanges, de concentration d'activités économiques, celui où les opportunités sont les plus diverses et les plus nombreuses, notamment en matière d'emploi ; c'est le lieu de l'accès à la connaissance et à la culture, de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur avec de meilleurs équipements en matière d'éducation, mais aussi de santé (Dakar concentre 2/3 des médecins et 1/3 des hôpitaux du pays) ; c'est un lieu où l'accès aux services est toujours plus aisé qu'en milieu rural, à commencer par l'accès à l'eau et à l'assainissement⁴ ; c'est un lieu de liberté où les relations sociales sont moins contraignantes que dans les villages du fait de l'anonymat engendré par le nombre, un lieu de moindre pression de la tradition pour les jeunes, un

lieu où le champ des possibles est plus ouvert qu'ailleurs ; c'est un espace privilégié du changement social par le contact avec le monde extérieur ; c'est un lieu de foisonnement de vie et d'activités. En fait, les villes sont le moteur du développement, et les gens sur place l'ont bien compris ! Les migrations sous régionales en Afrique de l'Ouest sont essentiellement des migrations interurbaines, et le secteur immobilier est aussi un secteur qui attire les investissements, notamment ceux des migrants. Être actif dans les territoires urbains d'Afrique est bel et bien un enjeu majeur pour notre association pour accompagner ces dynamiques de progrès.

Mais les villes d'Afrique subsaharienne, tout comme tant d'autres villes d'Afrique, présentent aussi une foule de vulnérabilités et de difficultés considérables qui sont autant de défis à relever, autant de champs d'action possibles pour le Grdr.

Les défis sont à la hauteur de la croissance urbaine dans un **contexte de pauvreté** : lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes, développer les infrastructures et les services urbains collectifs (accès à l'eau potable, à l'assainissement, aux transports, aux produits alimentaires, à la gestion et au recyclage des déchets, accès à l'énergie...), créer davantage d'emplois et améliorer les conditions de vie, lutter contre la pénurie généralisée de logements⁵ et l'habitat précaire, que cette précarité soit matérielle ou juridique, notamment dans les périphéries urbaines sous-équipées dont l'urbanisation est largement spontanée et incontrôlée, favoriser l'accès à l'éducation et à la santé de citoyens de plus en plus nombreux, lutter contre la pollution, trouver les financements à la hauteur de ces innombrables aménagements à effectuer, entre autres vulnérabilités... Les besoins sont immenses ; le Grdr ne pouvait pas rester à l'écart de ces questions cruciales de développement local.

⁴ En Afrique subsaharienne, près de 80 % de la population urbaine dispose d'une source d'eau améliorée, contre 53 % en zones rurales. L'accès à des installations sanitaires améliorées en zones urbaines est deux fois plus important qu'en milieu rural

⁵ . L'espace ainsi occupé par l'habitat spontané représenterait 40 % de la surface urbaine et logerait 70 % des citoyens.



Un quartier inondé de la ville de Sélibaby pendant l'hivernage © Jeff Russel

Les défis de l'urbanisation sont aussi associés à **des questions de gouvernance**. Il faut favoriser une gouvernance citoyenne locale inclusive qui intègre les habitants et les élus pour favoriser la co-construction de politiques urbaines inclusives, renforcer les niveaux inférieurs de la hiérarchie urbaine, promouvoir et soutenir des politiques de décentralisation. Là encore le Grdr bénéficie d'une expérience en termes de gouvernance citoyenne des territoires qu'il peut transférer en l'y adaptant aux milieux urbains. C'est d'ailleurs ce qu'il fait.

Et le Grdr ? Comment se situe-t-il dans ce contexte ?

Le Grdr est né il y a bientôt 50 ans dans une Afrique encore très rurale à l'époque et dans un contexte de grandes famines au Sahel. Ses fondateurs l'ont alors orienté sur le soutien aux activités agricoles et aux milieux ruraux en s'appuyant sur des migrants qui avaient quitté leurs campagnes pour venir travailler dans les usines de nos banlieues urbaines.

Les problématiques urbaines se déployaient ici en termes d'alphabétisation, de formation, d'accès aux droits, de citoyenneté.

Le monde a changé et le Grdr a évolué. Il est passé d'une logique d'acteurs à une logique de territoires. Engagé dans le développement local, il a affirmé son ancrage territorial avec la création de cellules en Afrique et d'antennes en France. C'est dans les villes moyennes, au cœur de ses territoires d'intervention, qu'il s'est implanté durablement : Kayes, Bakel, Sélibaby, Kaédi, Ziguinchor, Canchungo en Afrique, Montreuil et Lille en France. Lors de l'inter-équipes de Wormhout, près de Lille, en 2011, le Grdr a décidé tout en restant fidèle à ses territoires, d'étendre son activité d'une part vers le Maghreb et la Guinée, d'autre part vers les milieux urbains à partir des relations villes-campagnes, sur la base de ses valeurs et aussi de méthodologies d'intervention enracinées dans l'expérience. Il a décidé aussi de renforcer sa présence dans les capitales en associant des activités de développement local aux fonctions de représentation : à Nouakchott, à Dakar, à Bamako. Le Grdr s'est ainsi inscrit progressivement dans l'environnement et les logiques urbaines et périurbaines.

Désormais, le Grdr est devenu un acteur du développement sur les territoires urbains autour de quelques axes essentiels :

En France, l'action du Grdr s'est toujours inscrite dans le milieu urbain, que ce soit en Normandie, dans les Hauts-de-France ou en Île-de-France, plus particulièrement dans les territoires défavorisés de la « Politique de la Ville », par exemple autour des questions du vieillissement des migrants, de leur accès aux droits, en faveur de l'inclusion numérique ou en accompagnement aux initiatives entrepreneuriales des migrants.

En Afrique, quelques thématiques majeures illustrent l'intérêt tout particulier que le Grdr porte désormais aux questions urbaines. Le Grdr y conduit des projets « sectoriels » : **assainissement** avec par exemple le projet d'assainissement autonome des eaux usées de la ville de Sélibaby en Mauritanie, **alimentation des villes** en circuit court avec le programme SADMAD6 pour la promotion des produits agricoles locaux durables dans la restauration collective en milieu scolaire en région de Dakar, **habitat** avec le programme de promotion et réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables à Canchungo en Guinée-Bissau que le Grdr entend bien poursuivre dans les années à venir.

Ces actions sectorielles constituent une première étape pour amorcer une dynamique de développement territorial plus intégrée s'appuyant sur le renforcement des capacités techniques d'acteurs répondant à des besoins clés, sur des partenariats pluri-acteurs (Pouvoirs publics, société civile non marchande, secteur marchand), sur le renforcement des modes de gouvernance, (concertation, planification, maîtrise d'ouvrage et de gestion), sur le développement économique local.

Il s'agit aussi de tisser un lien plus fort d'interdépendance entre les milieux urbains et ruraux riches de leurs complémentarités en termes d'activités et de services et reliés par la mobilité des hommes. **La production de connaissance** reste bien entendu un fondement de l'action de notre association et les relations étroites qui se sont tissées avec l'Université de Ziguinchor à la faveur de la Convention programme du pôle littoral en sont une illustration exemplaire.

En fait le Grdr s'adapte à l'évolution des problématiques sur ses territoires d'intervention en valorisant à la fois les mobilités et la gouvernance citoyenne des territoires, en s'inscrivant dans des logiques de proximité, d'interdépendance et de production de connaissances, en milieu rural comme en milieu urbain. C'est le cœur même de son projet associatif synthétisé dans la « matrice⁷ » du Grdr.

Statistiques 2015 – Données Banque Mondiale					
PAYS	Population totale (en millions d'habitants)	Population urbaine (en millions d'habitants)	Taux d'urbanisation	Taux de croissance de la population urbaine	Population de la ville la plus peuplée (en millions d'habitants)
Algérie	39.6	28.1	70.7	2.7	2.6
Niger	19.9	3.7	18.7	5.4	1.0
Mali	17.6	7.0	39.9	4.9	2.5
Mauritanie	4.1	2.4	59.9	3.5	0.9
Sénégal	15.1	6.6	43.7	3.8	3.5
Guinée-Bissau	1.8	0.9	49.3	4	0.5
Guinée	12.6	4.7	37.2	4	1.9
Côte d'Ivoire	22.7	12.3	54.2	3.7	4.8
Nigéria	182.2	87.0	47.8	4.4	13.1
France	66.8	53.1	79.5	0.8	10.8

⁶ Voir article de Mathilde Chassot sur ce programme

⁷ Voir rapport d'activité 2015 publié pour l'AG 2016

RENOVER L'HABITAT DES FAMILLES VULNERABLES DE CANCHUNGO EN GUINEE BISSAU

Par Elisabeth Muller,

Membre du conseil d'administration

Depuis 2013, le Grdr agit pour permettre aux familles les plus défavorisées de la ville de Canchungo, en Guinée-Bissau, d'améliorer leurs conditions de vie. Cet engagement a permis, à ce jour, d'améliorer l'habitat de 50 d'entre elles. D'ici au mois de juin 2017, ce seront 93 habitations qui auront été réhabilitées, tout en valorisant les matériaux locaux. Cette activité permet de redynamiser le secteur de la construction et de soutenir l'emploi des jeunes avec la création de 147 emplois directs.



Le Grdr et la Fondation Abbé Pierre soutiennent la réhabilitation de l'habitat des familles pauvres dans le quartier de Canchungo

©Fondation Abbé Pierre

Les quartiers de Betame, Pendai et Tchada sont parmi les plus pauvres de Canchungo. Un grand nombre d'habitants qui y vivent sont locataires de logements précaires, sans accès à l'eau potable et à l'électricité. Une étude socioéconomique réalisée auprès de 617 ménages dans ces 3 quartiers a permis de sélectionner 150 familles dont les revenus ne permettaient pas d'accéder à un digne logement. Pedro Kande explique : « *mes revenus ne me permettent pas de réhabiliter ma maison. Sans le projet, elle aurait fini par tomber* ».

« Aujourd'hui je suis tranquille. Cela a créé une nouvelle harmonie dans ma famille. Je peux dormir tranquille » rajoute-t-il, exprimant ainsi le sentiment de sa satisfaction. Un sentiment partagé par Casimir, dans le quartier de Tchada, « Avant que ma maison ne soit réhabilitée, l'eau s'infiltrait. Je ne pensais pas y rester car je ne pourrais pas vivre dans ces conditions. Maintenant je vais rester. J'ai vraiment hâte que les travaux se terminent pour faire une belle fête ».

Contribuer à la création d'emplois, à la formation professionnelle et valoriser les filières locales.

A ce jour 665 personnes, habitant dans une cinquantaine de maisons, ont vu leurs conditions de vie s'améliorer. C'est aussi tout le secteur du bâtiment de Canchungo qui bénéficie de cet engagement. En effet, à Canchungo cette filière est habituellement plutôt atone et l'activité discontinue. Or la rénovation des habitations actuellement en cours a permis de redynamiser ce secteur en mobilisant près de 150 jeunes ouvriers (charpentiers, maçons et peintres) à travers des emplois décents et sécurisés. Si cette dynamique se maintient, elle pourrait faire tâche d'huile comme en atteste la demande faite à l'un des artisans par un propriétaire non bénéficiaire du projet de reproduire le modèle des « *maisons du Grdr* ».

Les innovations techniques introduites dans ces nouvelles maisons sont basées sur les résultats du diagnostic de l'habitat réalisé par l'association CRATERRE. L'étude a permis d'identifier les défauts de l'habitat à Canchungo et de formuler des propositions de solutions techniques adaptées. Ces dernières ont ensuite servi de base à la formation de 18 professionnels du bâtiment (charpentiers, maçons et peintres) dispensée par Miguel Ferreira

Mendès, architecte spécialiste des techniques de construction en terre.

En parallèle, une collaboration avec les centres de formation technique et professionnelle a permis de mettre en place des modules de formation continue « Cultures constructives locales » pour de jeunes ouvriers. Ces formations devraient permettre de satisfaire les besoins en savoir-faire pour la construction ou la réhabilitation qui pourraient être ultérieurement formulées par les habitants de Canchungo.

Pour aller plus loin...

Au-delà de la réussite de ce projet, quelles conséquences pour la gouvernance de la ville ? Il n'y a pas de maire, mais seulement des services de l'Etat, l'approche collective n'est pas assez développée. A travers la réhabilitation des logements, le Grdr a cherché à créer une dynamique au niveau de la collectivité. Des comités de quartier ont été mis en place et sont appelés à prendre de l'importance. Les besoins sont immenses (en matière d'assainissement notamment comme à Sélibaby).

Comme toujours, les projets du Grdr s'appuient sur des réalisations concrètes, mais posent aussi la question de la gouvernance locale.

LES ENJEUX D'UNE ALIMENTATION DURABLE DANS LES VILLES

Par Mathilde Chassot,

Membre du conseil d'administration

La souveraineté et la sécurité alimentaire sont au cœur de l'action du Grdr. Cette problématique touche à la fois les territoires ruraux mais aussi ceux urbains et c'est pour répondre à cet enjeu que le projet SADMAD –Système alimentaire territorial durable et lutte contre la malnutrition dans la région de Dakar- est mis en œuvre depuis 2016. Ce projet permet dès à présent de fournir, au sein de 5 cantines scolaires, des repas à environ 1000 élèves des quartiers pauvres de la région de Dakar. Parallèlement, il permet d'accompagner et de sécuriser les exploitations périurbaines et familiales de la région et de valoriser les produits locaux.



Des espaces réservés au micro-jardinage ont été aménagés dans 5 écoles de la région de Dakar pour sensibiliser les jeunes aux questions agro-écologiques © Jokkale

Lutter contre la vulnérabilité alimentaire et valoriser les productions agricoles locales

Le Grdr a réalisé en 2013, à la demande de la Fondation Nicolas Hulot, une étude afin d'identifier les vulnérabilités alimentaires de la région de Dakar. Parmi les actions possibles, l'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts a été identifié. En effet, il est apparu que seulement 1.7% des

écoles publiques de la région de Dakar disposaient d'une cantine alors qu'un enfant sur deux arrive à l'école sans prendre de petit déjeuner. Dans le même temps, les produits consommés à Dakar sont majoritairement importés : huile de soja, lait, riz alors que les possibilités d'approvisionnement local existent. La production maraîchère est importante :

30 % des légumes consommés au Sénégal sont cultivés dans la région de Dakar.

Un travail de lobby a alors été nécessaire auprès des autorités locales pour favoriser cette prise de conscience. En 2015, la Division des cantines scolaires (DCAS) rattachée au ministère de l'Éducation, a mobilisé pour la première fois un budget pour des cantines scolaires à Dakar qui n'a servi qu'à l'achat de produits importés : corned beef, petits pois, lentilles en boîtes, etc.! En 2016 cependant, la DCAS a réussi à mobiliser un budget plus important qui a permis d'acheter quelques produits locaux (mil, maïs, niébé). Cette prise de conscience est également valable au sein des grandes ONG ou bailleurs comme le PAM ou la FAO

qui réorientent leur soutien vers des productions agricoles locales.

Sur la base de ces réalités territoriales, le Grdr propose une démarche globale qui combine plusieurs niveaux d'action : auprès des élèves en leur apportant une alimentation saine et locale ; auprès des exploitations familiales en accompagnant des filières de produits locaux; auprès des enseignants et des parents en les sensibilisant à l'importance d'une alimentation diversifiée et auprès des élus locaux en accompagnant l'élaboration d'un plan alimentaire durable.

Une implication territoriale et partenariale dans les régions de Dakar, Tambacounda et Ziguinchor

Le Grdr met en œuvre ce projet avec le CICODEV en partenariat avec le Cadre Régional de coopération et de concertation des Ruraux (CRCR) de Dakar. Ce dernier joue le rôle d'intermédiaire entre les organisations de producteurs (OP) membres et les comités de gestion des écoles. Un partenariat est également actif avec l'Asprodeb et la Fédération nationale des boulangeries du Sénégal, qui développent un projet de planification à base de céréales locales (mil et maïs).

La dynamique SADMAD implique également la région de Tambacounda (Bakel) où est soutenu le développement de filières de produits locaux tels que la bouye, le jujube et la patate douce.

Enfin, une dynamique similaire a été testée en 2016 à Ziguinchor, ville qui connaît également une forte croissance urbaine.

Plus de 20 000 repas servis dans 5 cantines scolaires

En 2016, 5 cantines sont approvisionnées en produits locaux et permettent de servir deux déjeuners (contre une participation des parents de 75 FCFA) par semaine à 250 élèves parmi les plus pauvres de chaque école et ceux habitant loin de l'école. Cela représente donc plus de 20 000 repas pour plus de 1000 élèves. D'autre part, une vente de pain est organisée, trois fois par semaine, aux élèves à l'heure de la récréation. Plus de 110 000 pains à base de céréales locales (mil, maïs) ont été distribués à près de 4000 élèves.

Quatre fédérations d'organisations de producteurs sont actuellement impliquées : deux groupements

de maraîchers, une organisation de pêcheurs, des rizières de la vallée du fleuve Sénégal. Des formations sont organisées pour les cuisinières afin de leur apprendre à préparer les céréales locales et proposer des menus avec des plats traditionnels. L'hygiène et les bonnes pratiques alimentaires sont également abordées.

S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact sur les élèves et le tissu économique, les enseignants et les directeurs d'école indiquent que la distribution de déjeuners semble avoir des effets positifs sur l'assiduité des élèves et l'amélioration des résultats scolaires. D'autre part, l'essentiel des sommes dépensées par les cantines et la production de pain est réinjecté dans l'économie locale et la vente de

pain a généré le développement d'une petite restauration (vente de sauce salée ou de pâte à tartiner).

Des actions de sensibilisation autour des pratiques alimentaires ont été menées notamment à travers des micro-jardins dans les écoles ou la visite de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales. Des études sur les systèmes et habitudes alimentaires dans la région de Dakar sont également en cours.

Dans les deux années à venir, le Grdr souhaite démultiplier son action dans d'autres écoles, développer des outils de suivi pour documenter les impacts et accompagner les partenaires dans la perspective d'une plus grande autonomisation des cantines (tout en s'assurant d'un relais dans le soutien technique et financier).



Des cantines ont été mises en place dans des écoles publiques des quartiers pauvres de la ville de Dakar. Ces cantines sont approvisionnées avec des produits locaux fournis par des exploitations familiales de la région © Jokkale

Pour en savoir plus

Article écrit sur la base d'une interview de Dominique Laure et Mamadou Niokane pour le CFSI :

<http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/entretien-2014061-2015084-dlaure-mniokane-vl.pdf>

EN FRANCE, LA CITOYENNETÉ POUR LUTTER CONTRE LES SEGREGATIONS URBAINES

Par Patrick Gomes,

Membre du conseil d'administration, Toulouse

"Vous êtes bien urbain" signifie que l'on trouve quelqu'un particulièrement poli et serviable. Peu étonnant que cette expression française tombe en désuétude, tant les urbains ont oublié le sens de l'hospitalité, tant les villes ont relégué les plus pauvres dans des zones dites "sensibles".

En janvier 2015, Manuel Valls avait déclaré qu'il existe « *un apartheid territorial, social, ethnique* » qui conduit à la relégation des quartiers habités par des « *familles pauvres, souvent monoparentales, issues uniquement de l'immigration, des mêmes cultures et de la même religion* ». Ce discours a souligné la part de responsabilité des politiques publiques, notamment celles du logement et de l'aménagement du territoire qui ont échoué face aux phénomènes de rejet et de repli de classes ou de communautés. Faute d'une politique de peuplement plus ambitieuse imposant une meilleure répartition

des logements à bas coût, les "zones urbaines sensibles" continueront à accueillir les plus pauvres, ceux qui sont exclus ou que l'on ne souhaite pas accueillir dans les quartiers où le prix du foncier est plus élevé. Lorsque l'on porte un regard global sur les tentatives de mixité sociale, force est de constater leur échec. L'ancien Premier Ministre prônait alors « *l'acharnement* » dans la lutte. « *La citoyenneté (...) a besoin d'être refondée, renforcée, relégitimée* »...

Parmi les initiatives conduites aussi bien pour lutter contre les discriminations que pour nouer des liens de solidarité, nombreuses sont celles portées par les organisations issues de l'immigration. En France, ce sont des acteurs majeurs de développement de leur(s) territoire(s). Le Grdr entend bien faire reconnaître ces engagements citoyens loin des clichés portés sur les migrants !

Avec les femmes issues des migrations subsahariennes dans la métropole lilloise

La Boutique des Sciences Nord de France en partenariat avec le Grdr a réalisé une étude sur les engagements associatifs des femmes issues des migrations subsahariennes dans la métropole lilloise. Contrairement à de nombreuses idées reçues, ces associations sont fortement impliquées dans la vie locale, malgré leur manque de visibilité. Cette absence d'exposition s'explique en grande partie par la persistance des pouvoirs publics à les percevoir comme étant « fragiles » ou « isolées » et par tout un faisceau de discriminations qui les conduisent à adopter des comportements discrets. Au risque de nourrir les stéréotypes qu'elles subissent.

<http://grdr.org/L-etude-sur-l-engagement-associatif-des-femmes-issues-des-migrations>

Avec le Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI)

A travers un programme pluriannuel (2016-2019), le Grdr participe à ouvrir :

- des espaces de fabrication d'une citoyenneté active par des jeunes femmes
- des espaces de contestation d'un ordre social
- des espaces d'interpellation

Là où les politiques regrettent parfois que les citoyen.ne.s ne participent pas assez à la vie politique, il s'agit d'observer la réalité des pratiques citoyennes à l'œuvre dans les quartiers populaires. Ce programme vise à comprendre comment des individus peuvent exercer des engagements dans des espaces distincts et selon des logiques d'appartenance variables. Ainsi, au-delà d'une citoyenneté d'Etat (droit de vote, engagement politique institué, etc.) quels sont les types d'engagement des populations immigrées ou descendantes de l'immigration ?

<http://grdr.org/PICRI-Programme-Recherche-Action>



Le jardin de l'association des femmes maliennes de Montreuil © Photo tirée du [blog d'Edith Canestrier](http://blog.d'Edith Canestrier)

LU, VU ET ENTENDU

Par Elisabeth Muller,

Membre du conseil d'administration

Dans ce numéro, nous vous proposons deux innovations. En plus de lectures en relation avec le sujet du numéro, nous vous proposons l'accès à un ensemble de ressources documentaires multimédia et un outil de formation en ligne.

Nourrir les villes, notre alimentation quotidienne.

Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires ?



<http://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2016/05/cagri160015.pdf>

Cette étude montre que, si le riz et le blé importé dominant largement la ration des citadins, les produits locaux (maïs, manioc, sorgho...) gardent une place importante dans la consommation alimentaire de certaines villes de la région. Par ailleurs, ces produits ne représentent qu'un tiers de la valeur des dépenses alimentaires des urbains. Les produits animaux, les produits de sauce (légumes, légumineuses, huiles, sucres et condiments), les fruits et les boissons représentent les deux autres tiers et les produits locaux y dominant largement. Un tel constat révèle la capacité des marchés urbains à entraîner le développement des filières alimentaires locales.

Nourrir le monde avec une agriculture familiale durable, réfléchir et éduquer sur les enjeux de notre alimentation.



Des repères sous forme de textes, témoignages et même de films sont en ligne sur le site Alimenterre du [CFSI](http://www.cfsi.org), plateforme dont le Grdr est un membre actif. <http://www.alimenterre.org/>

Coopérer en milieu urbain

Les 10 organisations de solidarité internationale (OSI) du [Groupe Initiatives](http://www.groupe-initiatives.org)



(dont le Grdr) ont souhaité se questionner sur leurs manières de coopérer en milieu urbain. Les réflexions menées permettent au Gi de formuler

un positionnement collectif, visant à contribuer à des politiques urbaines inclusives au travers d'une attention renouvelée sur l'accompagnement des collectivités locales, maîtres d'ouvrage du développement urbain, la construction d'un espace public local sur la concertation des acteurs et la recherche de solutions de financement équitables pour répondre durablement aux besoins d'un nombre croissant de citoyens urbains. <http://www.groupe-initiatives.org/Cooperer-en-milieu-urbain-Quelles-strategies-des-OSI-pour-des-politiques>

Se former en ligne

Villes africaines I: Introduction à la planification urbaine



Ce cours en ligne (MOOC) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (Jérôme Chenal) est un programme de collaboration Nord-Sud qui œuvre pour le renforcement de l'enseignement supérieur et la formation continue en Afrique. En accès gratuit pour toutes celles et ceux qui voudraient se former sur la question. <https://www.coursera.org/learn/villes-africaines>

